



Fonction publique Soldes monstres : on liquide !

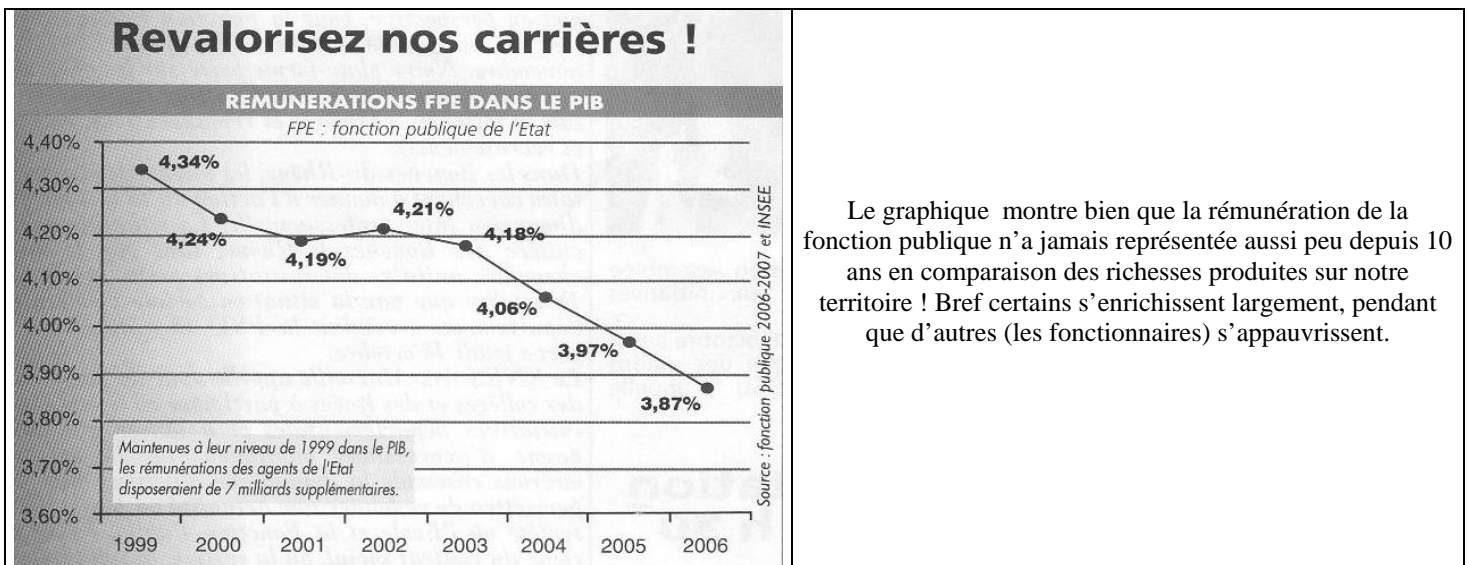
Chronique d'une mort annoncée

Sarkozy, depuis maintenant près de huit mois de pouvoir, ne cesse d'annoncer la fin programmée de la Fonction publique :

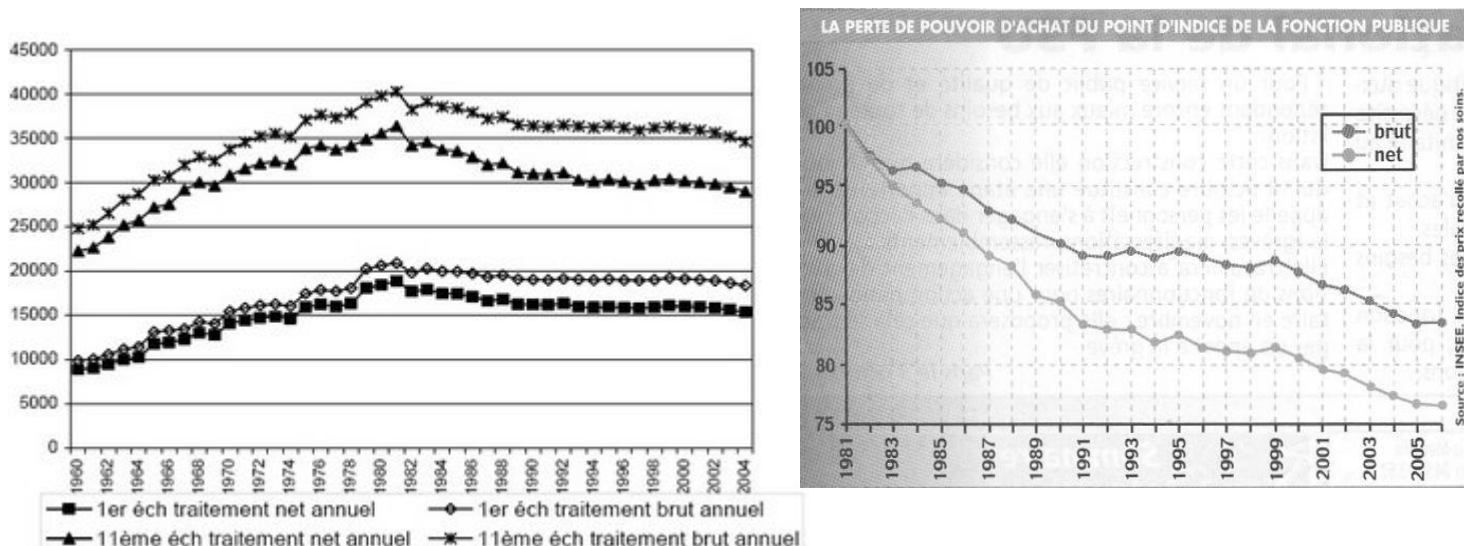
- Non-remplacement d'un fonctionnaire-retraité sur deux, alors même que le nombre d'enfants scolarisés augmente.
- Suppression du concours, de la carrière, des corps (certifiés, agrégés...) mais aussi du paritarisme.
- Individualisation des carrières avec de nouvelles procédures d'évaluation au mérite...
- Un pécule offert à qui veut quitter la fonction publique.
- Pour les débutants dans le métier : choix entre le statut (qui garantit nos droits) et un contrat de droit privé négocié individuellement de gré à gré.

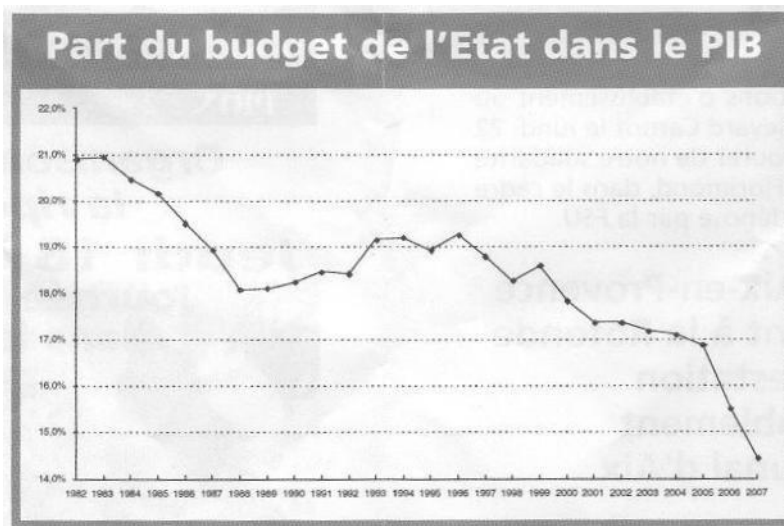
Science fiction ?

Non !
Janvier 2008 : la Commission Pochard rend un livre vert sur la situation dans l'Education Nationale
Mars-Avril 2008 : elle rendra un livre blanc sur les propositions de changements,
Mi-Novembre 2008 création d'un conseil de modernisation des politiques publiques (destiné à faire des économies !)...
... et des décisions déjà intégrées au budget pluriannuel de 2009-2011 !



Nous avons perdu 23% de pouvoir d'achat depuis 1983, et 6% depuis 2000 !! Nous devrions aujourd'hui toucher trois mois de salaires en plus ! Fantasma ??? Non, c'était le niveau de vie d'un enseignant il y a seulement 20 ans !
Débuter à 125% du SMIC après 5ans d'études post-baccalauréat est inadmissible : nous exigeons la revalorisation de nos métiers et nous refusons l'aumône des heures supplémentaires !





Trop dépensier, l'Etat ?

La part du budget de l'Etat dans la production de richesses ne cesse de décroître depuis 1982 et accuse une chute remarquable depuis 1999. Les dépenses de l'Etat, constituées essentiellement des salaires et des pensions de fonctionnaires sont en très forte baisse.

Le nombre de fonctionnaires a certes augmenté, mais essentiellement dans les autres fonctions publiques, en particulier territoriales. Quant il augmente dans la Fonction Publique d'Etat, c'est surtout dans la police ! Ne vaut-il pas mieux prévenir que guérir ? Pourquoi ne pas mieux instruire et éduquer nos jeunes, plutôt que de les réprimer plus tard ???

Le déficit de l'Etat dépassera les 40 milliards de dollars en 2008 : rien d'étonnant puisque le paquet fiscal offert aux patrons et aux riches par M. Sarkozy réduit de plus de 15 milliards les recettes de l'Etat, alors que le non-remplacement d'un fonctionnaire retraité sur deux ne permettra d'économiser que ... 500 millions d'euros !!!

D'ailleurs, si l'on en croit le sondage CSA-La Tribune du 4 septembre 2007, 67% des Français sont opposés à une diminution du nombre de fonctionnaires !

Dans la politique de rigueur actuelle, l'Education Nationale est l'ennemie publique n°1!

Un seul but : diminuer les dépenses de l'Etat (salaires et pensions) en réduisant le nombre de fonctionnaires dont la moitié sont des enseignants.....

Le moyen : diminuer les heures de cours des élèves, supprimer des options, décentraliser (aujourd'hui les Tos, demain certains enseignements)...

Résultats pour les élèves ? Des classes encore plus surchargées, aggravation des conditions de travail déjà déplorables aujourd'hui...

Résultat pour le pays ? Insuffisance des qualifications, une France incapable d'innover et de construire durablement....

Les premiers résultats de la commission Pochard ne laissent aucun doute : diminution du nombre d'enseignants, disparition des Copsy et des CPE, liquidation programmée des statuts et du paritarisme... Il ne s'agit donc aucunement d'une « revalorisation » mais bel et bien d'une casse en règle du métier !

Suppression de postes 2008 : la saignée à blanc ne fait que commencer

Fonction publique d'Etat : - 22921 dont - 11200 dans l'enseignement (- 6700 enseignants dans le second degré, - 400 administratifs... !). Depuis 2003, 27000 postes d'enseignants supprimés dans le second degré, et les prévisions pour les années à venir fluctuent entre 15 et 25 000 suppressions de postes **par an** !!!

Retraites

Brutalement, sans concertation, le nombre d'annuités nécessaires est passé à 41, et bientôt à 42.

Aujourd'hui, les candidats au CAPES ont 25 ans (et plus) ; ils auront au minimum 67 ans (et plus) pour prétendre à une retraite complète ! Autant dire que la plupart d'entre eux – compte tenu de la pénibilité et de la dégradation constante de notre métier - partira à la retraite sans avoir les annuités nécessaires ! **Pour l'Etat, encore de substantielles économies que ces pensions moins élevées à payer !**

Salaires : la peste ou le choléra ?

Depuis les vœux de M. Sarkozy aux fonctionnaires du 11 janvier 2008, nous savons que nous devons choisir entre la peste et le choléra : moins de fonctionnaires mieux payés ou plus de fonctionnaires moins payés.... Au budget 2008, concrètement, aucune revalorisation de nos salaires n'a été prévue si ce n'est... un faux os à moelle à ronger : faire toujours plus d'heures supplémentaires : elles coûtent à l'Etat deux fois moins cher qu'une heure de service d'enseignement (cf le bulletin du SNES Académique du mois de décembre), sont certes défiscalisées mais ne seront pas prises en compte dans le calcul de nos retraites !

Non ! Les fonctionnaires de l'Education Nationale ne ruinent pas l'Etat !

Non ! l'Education Nationale n'est pas une valeur marchande !

JEUDI 24 JANVIER, TOUS EN GREVE !

Dossier réalisé par Chantal DUPONT et Régis AUBRY

Pour de plus amples informations, contact au 06 96 41 83 29 ou directement le SNES Martinique